

EPRTNT — Attrait, Activités et Équipements

Admissibilité du demandeur — Autoévaluation

Veuillez répondre aux questions suivantes.

Une réponse négative vous indique que votre organisation est non admissible au programme.

Les organisations admissibles à l’EPRTNT sont les suivantes : ☐

– Les entreprises touristiques :

- o Les organismes à but lucratif (OBL),
- o Les organismes à but non lucratif (OBNL),
- o Les coopératives.

– Les entités municipales;

– Les communautés et les nations autochtones reconnues par l’Assemblée nationale ainsi que les organismes et entreprises touristiques autochtones;

– Tout regroupement de ces clientèles.

Votre organisation est-elle admissible à l’EPRTNT?

Une organisation faisant partie des trois catégories suivantes n’est pas admissible à l’EPRTNT :

– Une société d’État, un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec ou du Canada;

– Une organisation non conforme au processus de francisation de l’Office québécois de la langue française;

– Une organisation inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

☐

Votre organisation est-elle admissible à l’EPRTNT?

Votre organisation est-elle légalement constituée en vertu des lois du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, et fait-elle des affaires au Québec? ☐

Votre organisation a-t-elle respecté, le cas échéant, ses engagements envers l’ATR, le ministère du Tourisme ou tout autre partenaire du programme lors de l’attribution d’une précédente subvention? ☐

Si vous exploitez un établissement d’hébergement touristique, respectez-vous les lois et règlements en vigueur concernant ce type d’établissement et détenez-vous un numéro d’enregistrement? ☐

Si votre organisation exerce ses activités dans le secteur du tourisme de nature et d’aventure, respecte-t-elle les [normes du programme d'accréditation « Qualité-sécurité » d’Aventure Écotourisme Québec](#), ou a-t-elle amorcé une démarche pour s’y conformer, ou s’engage-t-elle à entreprendre une telle démarche? ☐

Avez-vous pris connaissance de la règle d’adjudication des contrats pour les projets subventionnés et vous engagez-vous à procéder par appel d’offres public pour l’adjudication de contrat de construction de 100 000 \$ et plus? ☐

Avez-vous vérifié si vous êtes assujetti à la Politique d’intégration des arts à l’architecture (s’applique aux projets de construction de 150 000 \$ et plus)? ☐

Si votre organisme est un OBL de plus de 100 employés et que vous obtenez une aide financière de 100 000 \$ ou plus, vous engagez-vous à implanter un programme d’accès à l’égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne? ☐

Si votre organisation emploie 25 personnes ou plus durant une période de 6 mois, vous engagez-vous à vous inscrire à l’Office québécoise de la langue française (OQLF) concernant l’exigence de conformité (La francisation des entreprises) et de fournir une pièce d’attestation d’inscription ou de certification délivrée par l’OQLF? ☐

EPRTNT — Attraits, Activités et Équipements

Admissibilité du projet — Autoévaluation

Le projet répond-il aux projets admissibles de la catégorie Attraits, activités et équipements? ☐

– Les projets de construction, d’agrandissement ou d’amélioration d’une infrastructure touristique, de développement ou de renouvellement de produits et services touristiques;

– Les projets de consolidation, d’implantation, d’expansion ou de modernisation d’un attrait, d’un équipement, d’une activité ou de services touristiques.

Le projet répond-il au premier objectif du programme? ☐

1. Stimuler l’économie des régions par :

– le développement d’une offre touristique responsable et durable;

– la mise en valeur d’une offre touristique innovante;

– le développement de nouveaux créneaux pour les entreprises touristiques ayant des retombées positives pour la région et sa collectivité.

Le projet répond-il au deuxième objectif du programme? ☐

2. Accroître la force d’intervention des entreprises touristiques par :

– la mise en place d’actions ou l’adoption de meilleures pratiques notamment en matière de responsabilités sociales et environnementales des entreprises touristiques,

– l’intégration de solutions innovantes, dont les technologies numériques.

Sont non admissibles, les projets suivants : ☐

– de gîtes touristiques, de copropriétés hôtelières (condotels);

– de pistes cyclables, de sentiers de motoneige;

– de la restauration et du commerce de détail;

– de développement de contenu de formation;

– du secteur des jeux de hasard;

– de lieux dédiés à la vente et à la consommation d’alcool;

– en lien avec le développement de parcours de golf;

– de moins de quatre résidences de tourisme ou les organisations louant moins de quatre résidences de tourisme sur un même site après la réalisation du projet;

– d’acquisition d’entreprise.

Le projet est-il exclu des secteurs non admissibles au programme?

Le projet présente-t-il un coût minimal de 50 000 \$? ☐

L’aide financière demandée est-elle égale ou inférieure à l’aide maximale possible de 200 000 \$pour les projets ayant un coût admissible inférieur à 3 M\$ et ~~de~~ 300 000 \$ pour les projets présentant des coûts admissibles d’au moins 3 M\$? ☐

Le projet présente-t-il la mise de fonds minimale requise (% des coûts totaux du projet)? ☐

| Clientèles admissibles | Mise de fonds minimale du promoteur |
|---|-------------------------------------|
| OBL | 50 % |
| OBNL, Coopérative | 20 % |
| Entité municipale | 20 % |
| Communauté, organisme ou nation autochtone | 10 % |
| Regroupement de clientèles | 20 % |
| Tout organisme réalisant un projet situé aux Îles-de-la-Madeleine | 10 % |

Le cumul des aides gouvernementales demandées est-il respecté (% des coûts admissibles du projet)?

| Clientèles admissibles | Cumul maximal des aides gouvernementales |
|---|--|
| OBL | 50 % |
| OBNL, Coopérative | 80 % |
| Entité municipale | 80 % |
| Communauté, organisme ou nation autochtone | 90 % |
| Regroupement de clientèles | Selon les types d'organismes, le % le moins élevé s'applique |
| Tout organisme réalisant un projet situé aux Îles-de-la-Madeleine | 90 % |

☐

Le projet ne bénéficie pas d'une aide financière non remboursable provenant du PARIT, ou encore de tout autre programme mis en place par le MTO ou ses partenaires, si applicables.

☐

Est-ce que la demande respecte cette condition?

Le projet ne peut pas être constitué d'une majorité de coûts liés à la mise à niveau, à l'entretien ou au remplacement des infrastructures ou équipements existants.

☐

Est-ce que la demande respecte cette condition?

Le projet ne doit pas être déjà réalisé ou en cours de réalisation au moment de la date de dépôt de la demande.

☐

Est-ce que la demande respecte cette condition?

Disposez-vous des documents exigés pour le dépôt de la demande?

Formulaire rempli et signé TRANSMIS EN FORMAT EXCEL.

☐

Plan d'affaires complet du projet, incluant la liste des autorisations, attestations, certificats ou permis à obtenir en lien avec le projet.

☐

États financiers des deux (2) dernières années les plus récentes de l'organisation*.

☐

Pour les entités municipales et les communautés ou nations autochtones : un document présentant les revenus et les dépenses du projet ou de l'attrait et une résolution dans laquelle elles s'engagent à assumer les coûts d'exploitation pendant cinq (5) ans.

*Non requis pour les entreprises en démarrage, les entités municipales et les communautés autochtones.

États financiers prévisionnels sur trois (3) ans de l'organisation à la suite de la réalisation du projet.*

☐

*Non requis pour les entités municipales et les communautés autochtones.

Résolution du conseil d'administration (ou l'équivalent) mandatant le signataire de la demande d'aide financière à ce programme et tout document pertinent à la demande.

☐

Pour les projets de construction de 150 000 \$ et plus, un courriel du ministère de la Culture et des Communications indiquant si le projet est assujetti à la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

☐

Confirmation des partenaires financiers, si disponible.

☐

Pour les entreprises de tourisme de nature et d’aventure, un document prouvant qu’elles respectent les normes du programme d'accréditation Qualité-Sécurité d’Aventure Écotourisme Québec, qu’elles ont amorcé une démarche pour se conformer aux normes de ce programme ou qu’elles s’engagent à entreprendre une telle démarche.

☐

Si applicable, un certificat ou une certification autochtone permettant de reconnaître le statut autochtone de l’OBL, de l’OBNL ou de la coopérative (cela permet de déterminer le taux d’aide).

☐

Pour les organisations qui exercent des activités au Québec et qui, durant une période de 6 mois, emploient 25 personnes ou plus, une pièce d’attestation ou de certification délivrée par l’OQLF faisant foi du respect de l’exigence de conformité.²

☐

Documents complémentaires optionnels

Lettres d’appui
Stratégie marketing
Études (ex. : de faisabilité, de marché, sur les retombées économiques, pour un diagnostic d’entreprise, etc.)
Politique, plan stratégique ou plan d’action en développement durable
Politique, plan stratégique ou plan d’action lié à la gestion des ressources humaines

☐

Vous engagez-vous à produire les documents exigés pour la reddition de compte?

1er versement :

☐

Le premier versement, d’un montant correspondant à 60 % du montant de l’aide, sera versé après réception des documents attestant l’obtention du financement nécessaire à la réalisation du Projet (à noter que 100 % du financement doit être confirmé et validé). Ce premier versement sera effectué dans les meilleurs délais suivant la signature de la convention.

2e versement à la fin des travaux, si l’aide financière est :

☐

100 000 \$ et + : un rapport audité d’une firme comptable externe, faisant état des éléments suivants :
– La date de début et la date de fin des travaux;
– Le coût total réel et celui de chaque élément du Projet;
– Les sources de financement du Projet;
– Que tous les coûts du Projet ont été encourus et payés par le Bénéficiaire.

50 000 \$ à 99 999 \$: un rapport de mission d’examen d’une firme comptable externe signé par les administrateurs, faisant état des éléments suivants :
– La date de début et la date de fin des travaux;
– Le coût total réel et celui de chaque élément du Projet;
– Les sources de financement du Projet;
– Que tous les coûts du Projet ont été encourus et payés par le Bénéficiaire.

49 999 \$ et moins : un état des résultats signé par les administrateurs, faisant état des éléments suivants :
– La date de début et la date de fin des travaux;
– Le coût total réel et celui de chaque élément du Projet;
– Les sources de financement du Projet;
– Que tous les coûts du Projet ont été encourus et payés par le Bénéficiaire.